n°13

L'INDIGÈNE DE LA RÉPUBLIQUE

Octobre 2008

2€ seulement !

Mobilisons-nous pour le



LE PIR EST AVENIR !





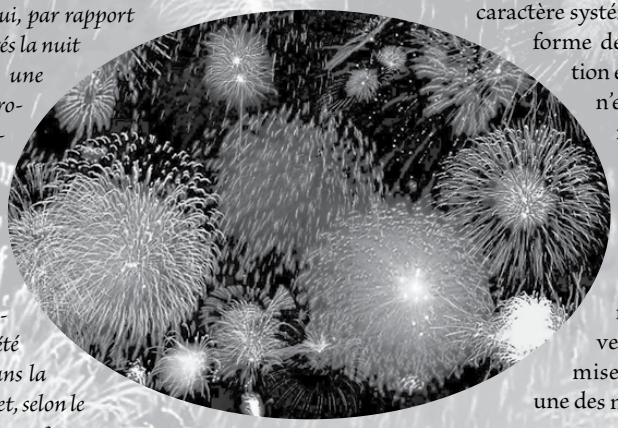


14 JUILLET : LA (DÉ)FÊTE NATIONALE

Nedjma

Dénationalisation de l'histoire de France : épreuve pratique

DÉPÊCHE AFP du 15 juillet 2008 : *« Sur les 295 véhicules brûlés en France dans la nuit du 14 au 15 juillet, 150 l'ont été en Île-de-France et 145 en province, ce qui, par rapport aux chiffres enregistrés la nuit précédente, marque une augmentation en province et une diminution en région parisienne. Pour la nuit du 13 au 14 juillet, sur les 297 véhicules incendiés en France, la majorité — 211 — l'avait été en Île-de-France. Dans la nuit du 14 au 15 juillet, selon le ministère de l'Intérieur, 98 personnes ont été interpellées et 58 placées en garde à vue pour toute la France, dont 48 personnes interpellées et 29 placées en garde à vue en Île-de-France. La nuit précédente au niveau national, 121 personnes avaient été interpellées, dont 102 en Île-de-France, et 72 placées en garde à vue, dont 52 en Île-de-France. Les incendies de voitures constatés lors des nuits du 13 au 14 juillet et du 14 au 15 juillet "constituent un pic" lié au 14 juillet, indique-t-on au ministère de l'Intérieur. »*



Qui donc vient gâcher le bal des pompiers ?

C'est pas dans les habitudes de Dédé ou de JP. Entre les merguez, le pastis, Yvette Horner et Johnny, et le slow de la fin. Ce serait-y pas encore les gnoules et les bamboulas, hein ?

Eh ben, oui ! Le 14-Juillet est effectivement la cible de la jeunesse des cités. Ce simple constat est en soi un fait politique, n'en déplaisent aux plumitifs, aux sceptiques et autres scrutateurs bigleux de la réalité sociale française. Le caractère systématique de cette forme de contre-célébration est attesté mais il n'est pas nouveau, notamment pour les frères et sœurs qui vivent dans les citadelles de feu. Cet événement, bien qu'on veuille en minimiser la portée, est une des manifestations — bien que confuse — de la conscience indigène en gestation autant que de ses potentialités subversives. Commentaires d'un tabloïd électronique, *Les laïcs catholiques*, après une nuit d'« émeutes » dans les quartiers nord d'Asnières un 14 juillet, lors de laquelle une cinquantaine de « jeunes » se sont affrontés aux forces de l'ordre pendant plusieurs heures, à l'aide de pierres, de boulons, et de fusées de détresse, occasionnant plusieurs blessés parmi les policiers, dont un commissaire touché à un œil : *« […] Les barbares ne sont pas à nos portes, ils sont dans la cité ! […]* » Mais l'invective ne déshonore que son auteur, disait Confucius. Pour ce qui est de l'innocence de la police républicaine, nous, Indigènes, savons à quoi nous en tenir. Alors, que dire de plus sinon : Allons z'enfants… de la Hograaaaa… le jour de gloire vaaaaa… arriver !

SOMMAIRE

Marronnage et Jihad

- **Le 14 juillet, la (dé)fête nationale** ..... *page 2*
- **De la nécessité de soutenir nos luttes respectives** ..... *page 3*

République coloniale

- **Aïd el kébir : Une célébration sous haute surveillance** ..... *page 4*
- **Non à la départementalisation de Mayotte !** ..... *page 5*

Le passé est présent

- **Le 17 octobre 1961 : Les flics d'hier sont ceux d'aujourd'hui** ..... *page 6*
- **Al Qassam, un héros musulman de la résistance palestinienne** ..... *page 7*
- **Christ noir *vs* christ blanc** ..... *page 7*

Ici est là-bas

- **Pourquoi l'Europe adooorrre Obama** .. *page 8*
- **Obama président, c'est pas un rêve, c'est un mirage…** ..... *page 9*

DOSSIER : le PIR est Avenir

- **Ma foi, mon engagement politique** ..... *page 10*
- **Le piège de l'engagement local des indigènes dans les partis blancs** ..... *page 11*
- **L'agression islamophoble de notre frère N. Rachedi : Pour les médias, même victime, l'indigène est coupable** ..... *page 12*

Communiqué du Mouvement des Indigènes de la République, le 27 sept. 2008

Mobilisons-nous pour le succès du FSQP !

Le pari a été tenu. Le Forum social des quartiers populaires (FSQP) aura bien lieu, pour la deuxième année consécutive, les 3, 4 et 5 octobre 2008. L'idée en avait germé au lendemain de la grande révolte des banlieues, il y a déjà trois ans, qui avait confirmé le gigantesque potentiel de résistance des habitants des quartiers populaires. Elle avait cependant confirmé aussi la dispersion des espaces associatifs qui s'étaient montrés impuissants à offrir un cadre d'initiatives permettant au mouvement spontané de protestation de se poursuivre au-delà de la simple révolte. De fait, celle-ci n'a pas pu imposer un véritable changement. Elle a, au contraire, débouché sur un renforcement de la pression policière et sur… la désignation de Fadela Amara au gouvernement ! Comme réponse aux revendications populaires, l'administration Sarkozy n'a rien trouvé d'autres qu'un énième « plan banlieues » qui fait l'impasse sur les problèmes les plus graves : chômage, éducation au rabais, répression, stigmatisation et discriminations raciales, islamophobie, destruction de logements, dont les principales victimes sont les familles immigrées et leurs enfants. Les banlieues restent gérées comme des colonies.

Motivés par la volonté de constituer un espace de rencontres destiné à favoriser les regroupements et la réflexion collective, les Motivé-e-s, le MIB, DiverCités, etc., ont donc organisé, il y a un an, le premier FSQP. L'ébauche d'un espace consacré aux résistances des banlieues a été dessinée. La deuxième édition du FSQP s'annonce plus aboutie. De nombreuses associations y participeront, parmi lesquelles AC le Feu, Art matures, Association des femmes des Francs-Moisins, Le Bab-ilo (café), Bouge qui Bouge, La Chorba, Le Chariot du Bonheur (épicerie sociale), CCIPPP, Collectif des sans papiers 59, Collectif Féministe pour l'Egalité, la Confédération Paysanne, le DAL, Droits Devant !, Envie de Lire (Librairie), FTCR, Justice pour le Petit-Bard, MRAP (Paris XXe), UJFP, SUD Solidaires, Zone d'écologie populaire, etc. Le programme comble certaines lacunes qui étaient manifestes l'an passé, comme la perspective nécessairement anticoloniale de la lutte des quartiers. Ainsi, outre les thématiques « apartheid urbain » et « police-justice », il faut noter la projection d'un documentaire sur les quartiers dans la lutte anti-coloniale, intitulé *Nanterre, mémoire en miroir,* d'un autre sur les *Femmes dans la lutte anti-coloniale,* ou encore sur les luttes anti-coloniale en Kanaky *(Retour à Ouvéa)*. La Palestine est également présente avec la projection d'un film d'Edward Saïd *(Sous le joug de l'Occident),* d'une fiction sur le droit au retour du peuple palestinien *(Le sel de la mer)* et d'un documentaire sur le résistant palestinien *Ezzedine Kalak.* Deux débats sont prévus sur cette question fondamentale : « Palestine aujourd'hui, quel mouvement de solidarité ? » et « L'engagement des quartiers pour l'indépendance de la Palestine ». Sur la thématique de l'islamophobie, auront lieu deux tables rondes traitant des « Relations entre les musulmans et l'institution scolaire » et des « Discriminations à l'embauche, les badges de Roissy ». Signalons aussi un grand débat sur la « Concurrence des identités, des communautés, et bizness de la diversité… ». Enfin, la question de l'immigration est inscrite dans les rapports néo-coloniaux et dans sa relation avec la problématique des quartiers, à travers une table ronde, « Nord / Sud : La guerre aux migrants », et un « Ciné-débat : Les quartiers avec les sans-papiers ».

Cette deuxième édition du FSQP promet donc d'être particulièrement intéressante du point de vue de l'inscription de la problématique des banlieues dans la question plus large de la lutte pour décoloniser la République. Surtout, la réussite de ce Forum est peut être susceptible de stimuler la construction de coordinations entre différents collectifs associatifs, de permettre leur jonction avec des espaces de résistance dans les banlieues et, à terme, de favoriser l'émergence d'un véritable mouvement social organisé dans les quartiers. En tant qu'organisation politique, tout en respectant l'autonomie de cette initiative associative, le MIR lui apporte, évidemment, tout son soutien.

Braises

Dans L'Express *du 10/09/2008, Michel Onfray, un humoriste méconnu :* « Je suis sioniste : je défends la cause palestinienne aussi bien que la cause juive. »

Dans la série « Bla rabbi, je m'ingère dans votre vie » : Alors que nous, comme des cons pour le ramadan, on cassait le jeûne avec des dattes, du l'ben et de la chorba depuis des décennies, voire des siècles, y'a Alain Delabos, médecin chrono-nutritionniste, qui était invité à l'Institut des cultures d'islam pour nous parler, je cite : « de la nutrition pendant le Ramadan et des changements alimentaires importants que subit le corps ». Il est même allé jusqu'à nous donner de nombreuses recettes adaptées ***à chaque étape de la journée du Jeûne !***

Jamel Debbouze force l'admiration

Lors de l'émission de Taddéi le 10 septembre dernier en compagnie de Jamel Debbouze et Agnès Jaoui, l'acteur Jean-Pierre Bacri, s'expliquant sur son choix de travailler avec l'humoriste, fit en direct cette émouvante révélation (tout en portant sur son poulain un regard attendri évidemment) : « Jamel, lui, il ne brûle pas des voitures, c'est un Français comme je les aime. » *Et le Jamel en question de frétiller d'aise sur son siège tel un premier de la classe !*

DE LA NÉCESSITÉ DE SOUTENIR NOS LUTTES RESPECTIVES

Raphaël Confiant

En 1946, une loi transformait ce qu'on appelait « les vieilles colonies » en « départements français d'outre-mer ». Ces colonies, Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion, étaient dites « vieilles » parce que, contrairement à l'Afrique noire ou au Maghreb, l'installation coloniale française y était très ancienne (1625 pour les Antilles, par exemple). Cette transformation brutale s'est faite sans référendum ni consultation populaire, s'appuyant simplement sur une revendication des élites locales datant de la fin du XIXe siècle. Il est à noter, toutefois, que certains, tels le député guadeloupéen Paul Valentino, y étaient opposés.

Toujours est-il qu'il en résulta un double phénomène, assez contradictoire : l'effondrement du système productif de ces pays et la nette amélioration du niveau de vie de ses populations suite à des transferts financiers massifs en provenance de « la métropole ». Cet effondrement a entraîné l'émigration de dizaines de milliers d'Antillais vers cette dernière par le biais d'un organisme néo-négrier appelé le BUMIDOM (Bureau des migrations des départements d'outre-mer). La France des « Trente glorieuses » a ainsi consommé son compte de filles de salle, infirmières, douaniers, agents de police, commis, postiers ou encore ouvriers d'usine originaires des « isles ».

Ces immigrés de l'intérieur en quelque sorte (puisque contrairement aux Africains et aux Arabes, ils disposaient de la nationalité française), ont « fait souche » dans l'Hexagone et on en est à la troisième, voire à la quatrième génération. Se pose dès lors un énorme problème quant au positionnement de ces Antillo-Guyanais nés et élevés en France, mais relativement mal à l'aise, pour beaucoup, dans une société où sévissent les préjugés raciaux. Appelés péjorativement « Négropolitains » par les Antillais restés au pays, les natifs-natal, comme on dit chez nous, ils ont beaucoup de difficultés à s'y réinstaller pour les quelques uns qui tentent l'aventure. Dès lors, comment appréhender leur positionnement au sein de la société française ? Dernièrement, une revendication, celle des « Noirs français », a vu le jour, se structurant autour d'artistes et d'athlètes d'origine antillaise ou africaine. Cette revendication est parfaitement légitime : les 2e et 3e générations doivent bénéficier des mêmes droits que les « Français de souche » car leurs parents ont contribué à reconstruire la France d'après-guerre. Sans compter tous ceux qui sont morts pour libérer celle-ci du joug nazi. Ils ont leur place en France et personne ne saurait le leur contester.

Toutefois, une certaine confusion demeure quant à leur rapport avec le pays de leurs parents ou de leurs grands-parents. Peuvent-ils parler au nom de ces pays ? Au nom des Antillais natifs-natal ? De toute évidence non car le combat n'est pas le même d'un côté et de l'autre : du côté des Noirs français, le combat consiste à faire respecter leurs droits au sein de la société française tandis que du côté des Antillais, le combat consiste à obtenir le maximum d'autonomie possible face à la France, voire carrément l'indépendance. On le voit donc : deux combats parfaitement légitimes, mais diamétralement opposés. L'un réclamant l'intégration à la France, l'autre la non-intégration. Or, il semblerait, malheureusement, que beaucoup de Noirs français ne comprennent pas le combat des Antillais pour la souveraineté des Antilles. Certains mêmes le critiquent ouvertement, voire s'y opposent. Il serait bon d'organiser des sortes d'états généraux pour éclaircir une fois pour toutes les choses. D'ores et déjà, il apparaît que les Antillais ne peuvent pas parler pour ni au nom des Noirs français, pas plus que les Noirs français ne peuvent le faire au nom des Antillais natif-natal. Un Noir français vivant à Aubervilliers ou à Nanterre ne peut pas savoir ce qui est bon pour un Antillais vivant à Basse-Pointe (Martinique) ou à Vieux-Habitants (Guadeloupe) et inversement.

J'appelle donc à une solidarité entre Noirs français et Antillais restés au pays, mais dans le respect des différences de chacun. En tant qu'Antillais vivant au pays, j'appuierai toujours la lutte des Noirs français pour le respect de leurs droits, mais je m'interdis de leur dicter ce qu'ils doivent faire pour y parvenir. J'attends d'eux la même attitude envers moi.



L'AÏD-EL-KÉBIR : UNE CÉLÉBRATION SOUS HAUTE SURVEILLANCE

Bouzellouf

La fête religieuse la plus importante dans la communauté musulmane, l'Aïd-el-kébir, commémorant le sacrifice d'Abraham et marquant la fin du pèlerinage à La Mecque, a toujours fait l'objet en France de violents sarcasmes. La dernière sortie électoraliste de Sarkozy au sujet de ces pauvres bêtes qu'on égorge dans les baignoires des HLM n'a pas manqué son effet : confirmer aux yeux de l'opinion publique l'étrangeté de nos mœurs. En filigrane, l'opposition classique : Civilisation contre Barbarie. Croisés contre Mahométans.

Dénigrements folklorisants qui ont, dans ce pays islamophobe, pavé la voie à des mesures de répression de la part des autorités. L'argument phare est celui des prétendues conditions d'hygiènes déplorables dans lesquelles s'organise l'abattage du mouton. Alors que durant tous les autres jours de l'année il est autorisé ou toléré dans certains lieux spécifiques (fermes, marchés…), ce jour-là précisément, selon les dispositifs de l'État appliqués par les préfectures et les services sanitaires, les communautés musulmanes doivent obligatoirement en passer par les abattoirs : « Désolé mon frère, je peux encore te vendre un mouton, mais tu ne pourras plus le sacrifier sur place. La loi, c'est la loi. » Ainsi nos pères se voient tout bonnement privés de leur place et du rôle symbolique qui est le leur le jour de l'Aïd.



Ces dernières années, l'administration a, en effet, opéré un nouveau tour de vis pour appliquer la réglementation dans toute sa rigueur et interdire le sacrifice rituel : lieux d'abattages prohibés, contrôles plus sévères, sanctions exemplaires, exploitations agricoles qui font l'objet de contrôles sanitaires très poussés, avec parfois à la clé des refus d'agrément, des menaces de fermeture ou même des interventions policières… « On le sent bien, j'ai vendu mes moutons, mais le cœur n'est plus à la fête comme avant », explique Azzedine, qui, comme chaque année, reprend son activité de vendeur de moutons, bravant toujours l'interdiction du maire de sa commune. Malgré toutes ces entraves, les éleveurs de moutons résistent.

Une des répercussions notable de cette réglementation et, notamment de la facturation de leurs services par les abattoirs, est l'augmentation du prix du mouton. Bien des musulmans, en particulier les plus démunis d'entre eux, n'ont plus la possibilité de célébrer leurs fêtes traditionnelles ou religieuses, à moins de s'en remettre à la solidarité islamique et populaire des nôtres. L'ensemble de ces dispositifs est instauré dans la plus pure tradition coloniale avec la caution de certaines organisations religieuses inféodées au pouvoir.

La préparation traditionnelle du festin de l'Aïd est remise en cause en même temps que naît un marché bien spécifique : le hallal. Notre tambouille de bédouins, de niakoués et de bouana sent bon l'oseille. Et nombre de nos traîtres siègent précisément dans des commissions du Medef pour discuter des profits attendus du marché mondial de l'alimentaire hallal : c'est l'« ethno-marketing » ! Un commerce bien juteux et bien programmé à en croire toute la littérature économique et commerciale qui a surgi autour de l'énorme « bénef » de « l'ethnic food ».

« Ces gens-là, ça mange pas comme nous »

Belle invention, après tout, que ce saucisson hallal, kiffe absolu de nombreux indigènes qui en dégustant ces petites rondelles de « charcuterie de chez nous » se sentent presque intégrés à cette bonne vieille France !

Braises

Bouffonerie en règle

Morceaux choisis de l'interview donnée par Agnès Jaoui et Jamel Debbouze au magazine MK2, *à propos de leur film* Parlez-moi de la pluie :

« MK2 : Agnès, qu'est-ce qui, dans le personnage de Karim, est inspiré de Jamel ?

Agnès Jaoui : Une révolte vivante de ne pas être considéré, lui et ses semblables… Une misogynie, ou plutôt une peur des femmes, d'ordre culturel, sur laquelle il travaille. (…)

Jamel Debbouze : les femmes autour desquelles j'ai pu grandir, ce sont des femmes assez éteintes par leur mari, malheureusement, et qui n'ont jamais réussi véritablement à s'affirmer. C'étaient des piliers, sans elles la machine ne tournait pas, mais personne ne le reconnaissait jamais. Elles ont toujours été figurantes de nos vies, bien qu'elles en soient membres actives. »

Edwige change de blase et de contenu, opposition et lutte droits-de-l'hommiste oblige. Mais elle reste raciste puisque les fichiers sur les individus visés contiendront toujours les informations concernant leurs origines ethniques ou raciales !

On l'a vu cet été, le Keffié palestinien est à la mode. Pas un bobo en ville sans son imprimé quadrillé. Outre que soit vidé de son sens ce symbole de la résistance palestinienne, cela met à mal les artisans palestiniens, dont c'était une source de revenu. En effet, les fichus bon marché et colorés sont désormais produits en Chine et inondent le marché. Qu'un sioniste soit derrière tout ça ne serait pas étonnant.

L'Indigène de la République est une publication du Mouvement des indigènes de la République. Directeur de la publication : M'Baïreh Lisette. Ont collaboré à ce numéro : Bouzellouf, Raphaël Confiant, Hsissou, Yamina Khalis, Lalla.H, Lalla Fatma M'semer, Ezzine Lasslaa, L'Barbacha, Maghnaoui, Nedjma, Walou, Zulficar. Secrétariat de rédaction : Sonia L'Barbacha ; iconographie : Hsissou ; mise en page : Cobab. Impression : 3A.
Pour nous contacter — Tél. : 06 28 06 60 35 ; mail : journalindigene@yahoo.fr ; site : www.indigenes-republique.org ; distribution et abonnements : abonnementindigene@yahoo.fr
Les articles signés n'engagent que leur auteur. — Imprimé en France.

NON À LA DÉPARTEMENTALISATION DE MAYOTTE !

Extraits de la rencontre du MIR avec Youssouf Moussa, leader nationaliste comorien, lors de son passage à Paris en août dernier

Propos recueillis par Hsissou

Au milieu du XIXe siècle, la France a été évincée de l'île de France (île Maurice) et cherchait un point de chute pour sa marine. C'est dans ce contexte qu'elle a jeté son dévolu sur l'île de Mayotte. Une île complètement fermée par un lagon avec des eaux calmes toute l'année : un abri sûr pour la marine française.

Aujourd'hui bien sûr, on réécrit l'histoire et on dit que Mayotte s'est rattachée volontairement à la France en 1841. L'esclavage n'ayant pas été aboli, les esclaves avaient-ils une volonté et ou la possibilité de disposer librement de leur sort ? En fait, la France a intrigué pour écarter le sultan de l'époque. Un Malgache, Andrian Tsouli, chassé de chez lui, s'est réfugié à Mayotte et a détrôné le sultan pour ensuite brader l'île. Elle fut vendue à la France pour 5 000 piastres. Voilà globalement comment les choses se sont passées.

C'est pour des raisons militaires que la France a pris possession de Mayotte et c'est de là qu'elle est partie à la conquête des autres îles comoriennes. De 1912 à 1946, on parlait de Madagascar et dépendances. C'est seulement après 1946 que les Comores en tant que telles ont eu une certaine autonomie par rapport à Madagascar. Lorsque cette dernière a accédé à l'indépendance dans les années 1960, les Comores sont devenues un territoire français d'outre-mer (TOM). Commence alors le processus qui conduira les Comores à exiger leur indépendance en 1975.

C'est pour des raisons militaires que la France a pris possession de Mayotte

La France a refusé de quitter Mayotte au moment où l'URSS et la Chine étaient dans les parages, il n'était pas dans l'intérêt de l'Occident de partir.



Il y a eu une volonté de séparer Mayotte des autres îles pour des raisons stratégiques et militaires.

Les accords du 15 juin 1973 prévoyaient une consultation globale pour l'ensemble de l'archipel sur la question de l'indépendance ; c'est le référendum du 22 décembre 1974, qui voit 95 % des Comoriens s'exprimer en faveur de l'indépendance. En réaction, le Parlement français adopte, le 30 juin 1975, une loi rétroactive remettant en cause le caractère global de la consultation : les îles (on ne parle plus des territoires des Comores) devaient se prononcer sur une constitution île par île, et la constitution s'appliquerait aux îles qui l'auraient adopté. Cela permet à la France de maintenir sa domination sur l'île de Mayotte dont les habitants avaient majoritairement voté contre l'indépendance.

Le 6 juillet 1975, l'indépendance est proclamée. Le 12 novembre 1975, les Comores sont admises à l'ONU, composées de la Grande Comore, Anjouan, Moheli et Mayotte. Une décision que n'accepte pas la France qui continue d'occuper cette île comorienne et multiplie depuis lors les tentatives de déstabilisation du pouvoir comorien (21 coups d'État ou tentatives de coup d'État fomentés par la France). Cela a duré jusqu'en 1989, date du 1er assassinat d'un chef d'État, Ahmed Abdallah. Pendant ce temps à Mayotte, la France installe son administration et son armée.

21 coups d'État ou tentatives

En 1987, Chirac, alors Premier ministre, avait déclaré qu'il *« ne voulait pas figer la situation en faisant de Mayotte un département et voulait laisser ouvertes les chances de l'avenir »*. Les Comoriens se retrouveront être tôt ou tard, même si la France expérimente en ce moment à Mayotte ce qu'elle a fait en Nouvelle-Calédonie, en créant de toutes pièces un territoire français, une colonie de peuplement. Pierre Mesmer disait en parlant de Mayotte qu'il fallait *« équilibrer le rapport numérique des communautés de façon à ce que l'on ait un territoire français »*. Concrètement, cela se traduit par l'incitation au départ des Mahorais pour l'île de la Réunion ou la France. Dans l'autre sens, ce sont ce qu'on appelle les Wazungu ou les Métropolitains qui affluent en masse à Mayotte. Elle favorise également l'immigration des Malgaches et de Rwandais. La France doit renoncer au projet de départementalisation car cela ne fera qu'aggraver la situation.

Une conquête coloniale, l'air de rien !

Changer de statut. Devenir département français. Voilà ce à quoi se prépare l'île de Mayotte, qui en 1973 a fait le choix de rester française au détriment de son appartenance géographique, historique et culturelle à l'archipel des Comores.

Le 18 avril dernier, le conseil général de Mayotte a voté une motion demandant sa départementalisation comme le permet la loi du 21 février 2007 sur l'Outre-mer. Cela ne sera pas sans conséquences dramatiques :

— Accentuation les différences statutaires entre Mayotte et le reste de l'archipel tant sur le plan juridique qu'économique. La départementalisation de l'île lui confère des privilèges économiques qui transformeront les Mahorais en une caste dont les intérêts s'opposeront à ceux des autres Comoriens, continuant d'altérer les liens de fraternité ancestraux qui liaient l'ensemble de l'archipel.

— Renforcement du caractère nationaliste de l'île : alors que jusqu'en 1973, les Comoriens étaient tous frères statutairement, son détachement de l'archipel a crée la catégorie d'immigrés. Ainsi chaque année des milliers de Comoriens risquent leur vie sur des embarcations de fortune pour s'installer à Mayotte. 80 % sont en situation illégale.

—La métropole continuera de traiter l'Île-Élue avec paternalisme et condescendance. Il va sans dire que les Mahorais qui sont *« d'abord attachés à la France »* comme aime à le souligner Ahmed Attoumani Douchina, président UMP du conseil général, doivent comprendre que le changement de statut comporte des droits et des devoirs. Le droit et le devoir de comprendre que pour limiter l'attractivité de l'île, il faut peut-être envisager la suppression du droit du sol comme le propose François Baroin. Le droit et le devoir de comprendre que tous les Mahorais doivent désormais avoir un état civil alors que traditionnellement ils n'avaient pas de nom de famille et que les actes de naissance ou de mariage étaient tenus par des juges musulmans.

L'administration française, quant à elle, a le droit et le devoir supérieur de combler ce « retard ». Merci Bouana !

DE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE.

priétaires complices de la colonisation qu'aux notables musulmans liés à l'administration britannique, Azzedine Al Qassam a une vision stratégique à long terme. Il a élaboré un programme insurrectionnel au centre duquel se trouve un véritable foyer révolutionnaire avancé, sur le mode guévariste :



1. Préparation psychologique et diffusion du discours révolutionnaire;
2. Formation de groupes clandestins, de comités chargés de collecter des fonds et de procurer des armes, de comités pour l'entraînement, la sécurité, l'espionnage, la propagande, l'information, établissement de contacts politiques;
3. Enfin, le déclenchement de l'insurrection.

Ayant réuni plusieurs centaines de combattants armés et organisés en cellules, il attend le moment propice pour passer à l'action. Mais, repéré fin novembre 1935 par les Britanniques, il doit s'enfuir vers les collines entre Jénine et Naplouse pour y proclamer prématurément son jihad. C'est là qu'il tombera, le 20 du même mois ; il a alors 53 ans.

Réfugié dans une grotte près de Ya'bud et encerclé par plusieurs centaines d'hommes de troupe, il lance aux 9 partisans qui l'entourent le célèbre et laconique « Mourez en martyrs ». Des milliers de paysans enflammés par son sacrifice suivront sur 10 km, en une gigantesque procession, son cortège funèbre. Ses centaines de partisans, les *qassamiyoun*, dispersés en bandes et s'inspirant de son exemple, prendront une part très active à la révolution de 1936-1939 qui éclate en avril 1936. En fait, le cheikh Azzedine Al Qassam rassemble les trois caractéristiques essentielles du héros révolutionnaire par excellence : l'exemplarité de sa vie, la pureté de ses intentions et sa fin sublime, mais il y a autre chose. Tout à la fois chef politique, chef religieux et chef militaire, prédicateur et militant associatif, il est partisan d'un jihad révolutionnaire anti-colonial et progressiste. Cette personnalité fascinante a su mener de front un engagement politique contre les trois maux conjugués que la société palestinienne doit affronter en ces années d'entre-deux-guerres : le pouvoir réactionnaire des grands féodaux, le colonialisme sioniste et l'administration impériale britannique.

Son souvenir nous invite à revisiter le lien entre le spirituel et le temporel

Son souvenir nous invite à revisiter le lien entre le spirituel et le temporel, entre nationalisme et islam, entre religion et émancipation sociale. Un parcours qui fait de lui l'un des principaux baliseurs d'un islamisme de libération à venir.

C'est au milieu des oliveraies de Ya'bud devenu un faubourg de Haïfa, en Palestine de 1948, qu'il repose. Sa tombe étant devenue un véritable lieu de pèlerinage populaire, des fanatiques sionistes l'ont profanée à plusieurs reprises.

17 OCTOBRE 1961 : LES FLICS D'HIER SONT CEUX D'AUJOURD'HUI

Maghnaoui

Le 17 octobre 1961, une manifestation pacifique d'Algériens protestant contre le couvre-feu imposé à ceux que l'on appelait alors des « musulmans », citoyens depuis 1958, a été sauvagement réprimée dans le sang par la police de la République, placée sous les ordres du préfet, Maurice Papon. Celui-ci put mettre en application en plein Paris ses méthodes coloniales de répression élaborées à Constantine.

Un bilan effroyable : des centaines de manifestants noyés dans la Seine, fusillés, pendus au bois de Vincennes. Auquel il faut ajouter 3 000 blessés et 11 500 internés au Palais des sports de la porte de Versailles, transformé pendant plus d'une semaine en un gigantesque centre de torture. Rappelons 3 circonstances aggravantes :

— Cette vague de terreur, véritable Saint-Barthélémy, n'est ni due à un coup de folie dudit Papon, ni spontanée, mais a été avalisée si ce n'est planifiée au plus haut sommet de l'État. Elle a duré des semaines et s'est étendue à tous le territoire.

— Cela ne se passait ni sous l'occupation allemande, ni dans le Chili de Pinochet mais dans la très républicaine et démocratique patrie des droits de l'homme.

— La France refuse toujours de reconnaître ce crime 47 ans après les faits mais, dans le même temps, a procédé à la réhabilitation des fascistes de l'OAS tandis qu'elle refuse toute indemnisation des victimes « musulmanes ».

« Allez-y, on vous couvre ! » C'est ce que la présidence et le gouvernement français firent comprendre à Papon le 17 octobre.

« allez-y, on vous couvre ! »

C'est par cette même formule que les différents gouvernements et particulièrement l'actuel ont toujours couvert les agissements de leur police. La terreur d'État d'octobre 1961 à l'encontre des descendants de colonisés n'a jamais réellement pris fin. Elle s'est tout juste mise en sourdine et reste tapie, prête à éclater à tout instant. En 47 ans, les meurtres, provocations et humiliations à l'encontre des descendants de colonisés n'ont jamais cessé. Sans-papiers, jeunes, résidents de foyers.... les cibles sont connues. En 1961, cette terreur avait une fonction : faire accepter par les indigènes d'Algérie leur condition de sous-hommes. Elle poursuit le même objectif aujourd'hui : faire accepter par la force aux nouveaux indigènes que nous sommes notre statut de sous-citoyenneté.

Des bidonvilles de 1961 aux cités ghettos d'aujourd'hui l'ordre policier est la seule réponse offerte à nos exigences de dignité et d'égalité. Si la classe politique de ce pays fait encore silence autour du massacre du 17 octobre, c'est pour les mêmes raisons qu'elle a justifié la mort des Malik Oussékine, Youcef Kaïf, Zyed et Bouna et des dizaines d'autres abattus ces dernières années. Parce que pour elle, la vie d'un arabe ou d'un noir demeure une vie sans valeur.

AZZEDINE AL QASSAM, UN HÉROS MUSULMAN

Zulficar

Ce nom évoque aujourd'hui immanquablement le mouvement Hamas, les brigades et les roquettes. Mais au delà, qui était donc celui dont le nom demeure associé à l'inflexible esprit d'insoumission du peuple palestinien ?

Né en 1882 en Syrie ottomane à Jableh dans la région de Lattakié, à une époque où, de Damas à Ghaza, de Beyrouth à Jérusalem, les frontières étaient inconnues, il manifeste très tôt son attachement à l'unité des Arabes et des musulmans. Envoyé par son père, membre de la confrérie soufie Qadari, à l'université islamique d'Al-Azhar au Caire, il y gagne une réputation de grande piété et en revient à la fois imam et instituteur.



Après avoir ardemment milité en faveur de la Libye agressée et envahie par les Italiens en 1911, Al Qassam devient, dans les années vingt, un des principaux dirigeants de la révolte arabe contre le mandat français en Syrie. Sa tête mise à prix, il gagne Haïfa en Palestine afin d'y poursuivre le combat, cette fois contre le mandat britannique et ses alliés.

Azzedine al Qassam a une vision stratégique à long terme

Aux prises avec le colonialisme sioniste, la Palestine connaît alors une déstructuration totale de ses cadres de vie traditionnels. Sillonnant les campagnes, c'est là, en Galilée, qu'il va se mettre au service des plus démunis comme prédicateur et imam. Plus particulièrement ces paysans pauvres qui, chassés de leurs terres par le système ségrégationniste « travail juif, terre juive », échouent dans le vaste bidonville qui a poussé aux abords de la raffinerie de Haïfa. Il mène auprès d'eux une action sociale de qualité : encouragement à la création de coopératives et de sociétés de secours mutuel, mais surtout organisation de cours du soir ouverts aux Palestiniennes et Palestiniens. Il trouve des financements auprès d'hommes d'affaires patriotes, impressionnés par son dévouement et sa réputation d'intégrité. Opposé tant aux grands pro-

CHRIST NOIR *VS* CHRIST BLANC

Ezzine Lasslaa

La Bible dans une main, le fusil dans l'autre, c'est ainsi que les colonisateurs européens ont assujetti l'Afrique. Il semble généralement « naturel » que les Africains — comme d'autres colonisés — aient utilisé à leur tour l'arme de leurs adversaires — le fusil — pour tenter de se libérer. On ne s'est pas interrogé sur le fusil comme culture.

Partant du postulat erroné que la science et la technique étaient « neutres », on n'a vu dans le fusil qu'un instrument pratique pour faire des trous dans les organes vitaux des oppresseurs. On n'a donc pas vu que la conception, la fabrication, la diffusion du fusil a supposé, en amont, un certain type de relations sociales et de cultures (c'est-à-dire LEUR modernité). Or, quand on a recours inconsidérément aux productions matérielles, politiques ou idéologiques des colonisateurs, on prend aussi le risque d'en devenir prisonniers. En d'autres termes, l'arme de notre libération peut fort bien être aussi l'arme de notre asservissement. Mais l'inverse est également vrai : l'arme de notre asservissement est souvent tout à fait utile pour nous libérer. Ou, à tout le moins, pour entamer le combat libérateur. Cela a ainsi été le cas de la chrétienté. Imposée par la colonisation, symbole de l'oppression spirituelle et culturelle de nombreux peuples africains, la foi chrétienne a aussi — et même très souvent — été un instrument de libération.

De même qu'en Amérique Latine la théologie chrétienne de la libération se réfère au message égalitariste et subversif de la chrétienté originelle, une multitude de révoltes anticoloniales se sont développées en Afrique noire sous le drapeau d'une chrétienté revisitée, à travers laquelle, parfois, des croyances et des coutumes traditionnelles ont d'ailleurs pu être revivifiées et préservées. Surtout, ce qui est extraordinaire, c'est que la théologie noire chrétienne a inversé complètement les valeurs de la chrétienté coloniale. Je ne citerais qu'un seul exemple, celui de Dona



la théologie noire chrétienne a inversé les valeurs de la chrétienté coloniale

Béatrice — son nom congolais est Kimpa Vita —, qui a été l'une des premières prophétesses chrétiennes d'Afrique noire. En 1704, elle annonce avoir eu une vision de saint Antoine qui lui ordonne de restaurer le royaume du Congo, c'est-à-dire de foutre dehors les Portugais. Elle déclare que le Congo est la véritable Terre sainte et que les fondateurs du christianisme étaient noirs, à commencer par Jésus Christ. Très rapidement, sa prédication rassemble des foules immenses qui inquiètent l'Église blanche et les tenants de l'ordre colonial. En 1706, à 22 ans, elle est condamnée à périr sur le bûcher avec son compagnon. Sa mort, cependant, ne met pas un terme à la révolte qu'elle a impulsée et son culte continuera longtemps à inspirer de nombreux Congolais.

POURQUOI L'EUROPE ADOOORRRE OBAMA

Walou



C'est quand même étrange l'enthousiasme que suscite Obama en Europe et notamment en France. Cette Europe qui rejette la Turquie parce qu'elle est musulmane, cette Europe qui ne compte aucun dirigeant de premier plan qui ne soit pas bien blanc et bien chrétien (au moins d'origine), cette Europe qui met en place un système d'apartheid en son propre sein, eh bien cette Europe adooorrre le Noir Obama !

Lors des dernières présidentielles, nombreux avaient soutenu Ségolène Royal, convaincus qu'une femme à l'Elysée serait une véritable révolution. Les mêmes pourtant, s'ils ont préféré Hillary Clinton à McCain, ont quand même préféré Obama à Hillary Clinton. *Déduction n°1 :* il vaut mieux être démocrate que républicain ; *déduction n°2 :* il vaut mieux être un homme noir qu'une femme blanche. En vérité, qu'en Europe, on penche pour le démocrate contre le républicain n'est pas très étonnant. Le bilan de Bush n'est pas très reluisant. Et un nouveau mandat républicain multiplierait les risques d'une déflagration militaire au Moyen-Orient et d'une aggravation des tensions avec la Russie. Or, généralement, en Europe, on n'aime pas trop les conflits interminables qui déstabilisent des régions entières sans même qu'on puisse en tirer profit. Avec un démocrate à la Maison blanche, on sait bien que la politique américaine ne changera guère sur le fond, mais il y aura, espère-t-on, un peu plus de jeu. On peut donc proposer cette *déduction n°3 :* si McCain était noir, il n'aurait pas suscité autant d'engouement qu'Obama. On peut risquer aussi la *déduction n°3bis : s*i McCain était une femme, ça n'aurait rien changé. Et oser une *déduction n°3ter :* si McCain était une femme noire, il n'aurait pas suscité plus de sympathie que l'abominable Mme Rice.

Résumons-nous : Obama est démocrate, les Européens soutiennent. Il est noir, l'Europe craque. Si, en plus, il avait été une femme, l'Europe aurait fait une crise d'épilepsie ! Mais pourquoi donc, aux yeux de l'Europe qui expulse les Noirs à tour de bras, 1 démocrate noir = 2 démocrates blancs ? Réponse et *déduction n°4 :* parce que, paradoxalement, dans le cas qui nous préoccupe, 1 Noir = ½ Noir + ½ Blanc. J'ai lu quelque part cette question : pourquoi dit-on qu'Obama est noir alors qu'il est à moitié blanc ? Réponse et *déduction n°5 :* on voit en Obama un Noir parce qu'il y a quelques avantages à le voir noir tout en le pensant comme pas vraiment noir. C'est tordu ? Non, c'est la subtilité de l'universalisme égalitaire du racisme européen. Pourquoi les Européens voient-ils en Obama un Noir non-noir ? Parce que : 1°) sa mère est blanche ; 2°) il ne descend pas d'esclaves ; 3°) il ne vient pas d'un ghetto crasseux, misérable, plein de drogués et de criminels ; 4°) il est chrétien ; mieux encore : il est né musulman mais il a eu l'intelligence de se débarrasser de cette tare et de le faire savoir haut et fort ; 5°) il est propre sur lui, diplômé, fier d'être américain et fidèle aux « valeurs » de sa civilisation ; 6°) il n'a pas de grosses lèvres, des grandes dents toutes blanches qui rigolent tout le temps et un large nez épaté. En tant que Noir, Obama a donc des circonstances atténuantes ; c'est un Noir atténué ; inoffensif et même bénéfique comme les virus atténués avec lesquels on fait les vaccins.

Déduction n°6 et dernière : Le Noir atténué Obama est un vaccin dont use l'Europe pour se protéger contre sa propre histoire. Plus : il est l'instrument d'une guerre idéologique, je dirais presque identitaire. L'élection d'un Noir à la tête de la première puissance mondiale, qui pratiquait encore récemment la ségrégation raciale, serait la « preuve » que le monde blanc est civilisé ; qu'il a pour identité le progrès et les droits de l'homme ; qu'il est capable, de par son seul dynamisme, de dépasser ses propres archaïsmes. Obama joue le même rôle pour la réaffirmation de la supériorité blanche que la commémoration permanente de l'Holocauste et que la dénonciation obsessionnelle de l'« antisémitisme des musulmans ». De même que le monde blanc croit pouvoir évacuer ainsi de son histoire le génocide des Juifs, en soutenant Obama, il prétend se dédouaner des horreurs de la colonisation et du racisme mondialisé. Pour les Européens, il y a un enjeu supplémentaire qui procède de la concurrence interne au monde blanc. L'« Obamania » est aussi une manière de donner une leçon aux Américains : « Vous allez peut-être voter pour un républicain presque centenaire ; eh bien, nous, sans hésiter, nous choisissons le jeune Noir. Nous sommes donc plus évolués que vous ! »

Conclusion : mon champion, à moi, c'est Mohamed Ali Clay.

Départements et Territoires d'Outre-Tombe

MALCOLM X RÉPOND À NOS QUESTIONS

En exclusivité pour* L'Indigène de la République*, une interview de Malcolm X à propos des prochaines élections présidentielles américaines

N'es-tu pas choqué de voir Obama s'identifier aux institutions américaines ?

« Imaginez un Noir disant : "*Notre* gouvernement" ! J'en ai même entendu un parler de "*nos* astronautes", "*notre* marine de guerre" ! Voilà un Noir qui a perdu l'esprit, oui, un Noir qui a perdu l'esprit. »

Penses-tu qu'il aura à cœur de lutter contre les inégalités raciales ?

« Tout comme le maître, en ce temps-là, se servait de Tom, le nègre domestique, pour maintenir le nègre des champs sous sa domination, le vieux maître se sert aujourd'hui de nègres qui ne sont rien d'autre que les Oncle Tom du XXe siècle, pour nous tenir en échec et nous garder en main. »

Qu'un Noir puisse se présenter aux élections présidentielles, c'est quand même un progrès, non ?

« Le propriétaire d'esclaves prenait Tom, l'habillait bien, le nourrissait bien, et lui donnait même une certaine éducation (...) ; il lui faisait porter une redingote et un haut-de-forme et contraignait les autres esclaves à le traiter avec respect. Ensuite, il se servait de Tom pour tenir les autres. C'est la même stratégie qui est encore utilisée de nos jours par le même homme blanc. Il prend un Noir, un nègre, comme on dit, le place au-dessus des autres, le forme, lui fait de la publicité, le rend célèbre (...) pour lutter contre la révolution noire. »

Si le démocrate Obama est élu, l'année 2009 ne pourrait-elle pas inaugurer une nouvelle politique ?

« Pourquoi ? (...) C'est l'année où tous les faisans blancs de la politique seront de retour dans notre communauté, à vous et à moi, avec leurs promesses fallacieuses qu'ils n'ont pas l'intention de tenir. » « Je le répète, je ne suis pas antidémocrate ni antirépublicain ni anti quoi que ce soit. Je mets tout simplement en doute leur sincérité et certains aspects de la stratégie dont ils usent à l'égard des nôtres, leur faisant des promesses qu'ils n'ont pas l'intention de tenir. »

Selon toi, Obama ou Bush, c'est pareil ?

« Ce n'est pas le président, mais le système qui peut vous soutenir ou vous frapper. Ce système-ci gouverne non seulement l'Amérique, mais le monde entier. » « À mon avis, nous devrions limiter notre action politique à la situation donnée, sans du tout chercher à nous identifier ou à nous vendre à l'un des deux partis, mais en nous engageant dans une action politique consacrée au bien des êtres humains et destinée à en finir avec toutes ces injustices. »

Pourquoi Obama a-t-il choisi le sénateur Joseph Biden comme colistier ?

« Lorsque vous avez du café trop noir, c'est-à-dire trop fort, que faites-vous ? Vous y ajoutez de la crème, vous l'affaiblissez. »

Entretien conduit par Walou

Braises

Elie Wiesel roi du gag.

Ne voilà t-il pas qu'à 80 ans tout rond le fameux prix Nobel de la paix, Élie Wiesel, excédé par les succès de Dieudonné, a décidé de concurrencer l'humoriste honni sur son propre terrain et d'entamer lui aussi une carrière de comique : Sa Fondation pour l'Humanité, en décernant le 22 septembre dernier son prix 2008 à Nicolas Sarkozy vient de s'imposer sur son adversaire virtuel. Ce prix, rappelons-le, récompense « des êtres exceptionnels qui ont consacré leur vie à combattre l'indifférence, l'intolérance et l'injustice ».
Trop modeste le lauréat émit ce jugement plein de sagesse : « Ce prix, je ne le mérite pas : il y a encore tant de choses à faire et le monde va si mal. »

Dati, priant devant le Mur des lamentations, le 21 septembre dernier, et enceinte jusqu'aux chicots : « *Mon Dieu, pourvu que ce ne soit pas un arabe !* »

Depuis longtemps les médias français ont imposés le nom de Benjamin Stora pour toute information concernant l'Algérie. Un tremblement de terre, un match de foot entre JSK et le Mouloudia d'Oran ou un reportage sur la fabrication des zlabias : Stora, Stora, Stora, vous dis-je ! Explication : on aurait découvert récemment une mystérieuse clause Stora dans les accords d'Évian, stipulant son exclusif monopole sur l'histoire coloniale de l'Algérie. Le croirez vous, B.S est l'invité-surprise d'un colloque sur les harkis se tenant bientôt à Paris…

OBAMA PRÉSIDENT, C'EST PAS UN RÊVE, C'EST UN MIRAGE…

Lalla Fatma M'semer

« Je ne peux m'empêcher de penser combien mon père serait fier, fier de Barak Obama, fier du parti qui l'a nommé et fier de l'Amérique qui va l'élire ». ***Ces paroles ont été prononcées par le fils de Martin Luther King lors du 45e anniversaire du discours « I have a dream ». En effet, à cette époque, le célèbre pasteur n'aurait jamais osé imaginer qu'un jour, un Noir briguerait la plus haute instance de la nation la plus puissante du monde.***

Le pasteur Martin Luther King aurait eu raison d'être fier, car s'il n'avait pas existé, si Malcolm n'avait pas existé, si les luttes pour les droits civiques n'avaient pas existé, Obama n'existerait pas. Comme Luther King, nous, indigènes de France ou du monde, ne pouvons nous empêcher d'être fiers. Qu'Obama soit là où il est, est indéniablement un événement à l'échelle américaine, mais aussi à l'échelle mondiale.

Pourtant, nous savons qui est Obama. Un homme de l'*establishment* américain. Même s'il nous tarde de voir Bush et consort dégager, nous savons qu'Obama poursuivra la politique impérialiste de son pays. Il serait en effet naïf de croire que le système américain et ses institutions permettent à quiconque l'accès à un tel niveau de pouvoir s'il ne leur est pas acquis. Comme le dit ce frère africain sur le blog de *L'Express* (13/06/08) : « *Pour moi, Obama est américain avant d'être noir et en tant que tel il anéantira les Africains, les Irakiens, les Palestiniens, etc., s'il le faut pour le bien être des Occidentaux.* » Les Irakiens et les Afghans savent intimement qui sont les Colin Powell et Condoleeza Rice. Nous ne pouvons ignorer ce que Obama sera.

Alors pourquoi, nous indigènes, sommes-nous si fiers ?

Pourquoi, nous indigènes, avons-nous, quand même, le sentiment qu'Obama nous représente ?

Pourquoi, alors que nous savons qu'Obama prendra soin de défendre le système américain, construit sur la destruction des Indiens, l'esclavage des Noirs, le pillage incessant de l'Afrique, avons-nous pourtant le sentiment qu'il *représente* cette même Afrique dévastée par les impérialismes ? Qu'est-ce qui nous brûle la bouche au point de détourner pudiquement nos regards de ce champ de bataille que ne cesse d'être l'Afrique où s'affrontent les puissances américaines, européennes et chinoises ? Comment notre cerveau peut-il faire abstraction des ces fleuves de sang qui vont continuer de couler chez nous en Amérique latine, chez nous dans le monde arabo-musulman, chez nous dans notre terre ancestrale, de l'autre côté de la Méditerranée ?

La réponse est douloureuse : nous sommes fascinés par cette puissance même qui nous a soumis et nous réclamons notre part de cette puissance. Nous sommes fascinés par le G8, nous sommes fascinés par le Conseil de sécurité, par leur modernité et donc par celui qui va l'incarner pour nous. Obama président des States, c'est moi, c'est toi qui dirige le monde. Désormais, on fait partie de la race des seigneurs. Cet état de fait est au cœur de notre impuissance à nous libérer de la suprématie occidentale. Elle est constitutive de ce que nous sommes, nous la protégeons. Nous sommes ses sentinelles.

Obama, c'est notre triste revanche sur l'histoire. J'ai pitié de nous. Voyez comment Ils, les Blancs, nous regardent d'un œil satisfait et sarcastique !

Une à qui on ne la fait pas, c'est Angela Davis : « *Quand l'intégration de personnes noires dans l'appareil d'oppression a pour but de rendre cette oppression plus efficace, cela ne représente en aucune façon un progrès. Nous avons plus de Noirs dans des postes de pouvoirs prestigieux. Mais du même coup nous avons plus de Noirs qui se sont retrouvés poussés tout en bas de l'échelle. Quand la population demande que la justice et l'égalité passent par la diversité ethnique, c'est bien. Mais il y a une façon d'envisager la diversité qui rappelle l'adage selon lequel "pour que rien ne change, il faut accepter que tout change".* »

SOYONS OSTENTATOIRES !

et soutenons le Mouvement des Indigènes de la République

en commandant les Seuls Véritables Superbes T-shirts du Mir au petit prix de 10 euros



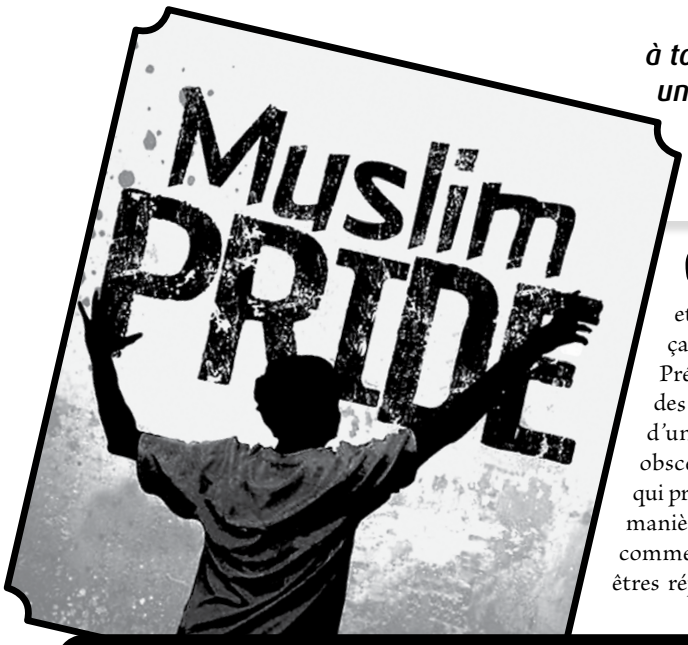
Couleurs disponibles :
Femmes : noir, vert, blanc, jaune, rouge ;
Hommes : noir, chocolat, blanc, orange, jaune, violet,

MA FOI MUSULMANE, MON ENGAGEMENT POLITIQUE

Lalla.H

Bismi-LAHI a-Rahmâni a-Rahîm

C'est en tant que musulmane que je m'exprime. L'islam est un mode de vie que j'ai choisi. Être musulmane en France correspond à tout un ensemble de manières d'être, de penser et d'agir. En bref, une identité particulière. Mon islamité est bien plus qu'une source de bien-être, c'est, selon moi, un cadre structuré et stucturant mon existence dans une société de plus en plus globalisante où les points de repères volent en éclat continuellement.



Cette identité est restée droite malgré le racisme républicain et l'offensive anti-islam à la française de ces deux dernières décennies. Présentant en des qualitatifs d'une violente obscénité ceux qui pratiquent de manière affirmative — mais également comme ils l'entendent — comme des êtres républiquement malade. Les entrepreneurs de la morale, garants de l'*establishment* républicain, s'effarouchent dès que des individus s'affirment en s'émancipant de la culture dominante. Je fais partie de cette racaille qu'il urge de républicaniser !

La foi et le militantisme ne sont pas incompatibles. L'un est en quelque sorte le produit de l'autre.

Ce constat m'est intolérable. C'est pourquoi, j'ai décidé de m'engager auprès d'une organisation politique antiraciste : le Mouvement des indigènes de la République. Avant cela, le militantisme politique m'était totalement inconnu. Aussi, à mon intégration au sein du MIR et au fil des activités militantes, au fil des échanges et rencontres avec les militants appartenant à des univers diversifiés ethniquement, culturellement et cultuellement, j'ai été confrontée à un questionnement et à des doutes quant à la possibilité d'une cohabitation entre une activité militante et ma foi religieuse. Je craignais que cette dernière ne soit escamotée par ce nouvel engagement politique.

Après diverses réflexions, je me suis rendu compte que ces deux entités a priori antinomiques sont plutôt complémentaires. L'issue de mes réflexions me laisse croire que la foi et le militantisme ne sont pas incompatibles. L'un est en quelque sorte le produit de l'autre. Ma croyance religieuse a fait que je m'engage politiquement au sein du MIR. Selon moi, le combat politique pour la défense de mes droits peut, sans aucun doute, avoir un impact positif sur ma condition de musulmane en France et sur le bon déroulement de ma pratique religieuse.

Par ailleurs, il dévoile les incohérences violentes d'une république aux relents coloniaux soi-disant égalitaire mais qui dans les faits privilégie les uns au détriment d'autres. En tant que musulmane, je vois, j'entends et subis des injustices (propos médiatico-politiques ouvertement islamophobes, loi contre le voile, etc.), c'est en cette organisation politique que j'ai trouvé un moyen de convertir ma révolte jusque là intérieure et inaudible en une lutte politique active. À cet égard, ma foi religieuse est sans nul doute le moteur de mon action.

Dans le rang des discriminés en France, il y a les musulmans et à côté d'eux d'autres catégories qui ne sont pas discriminées sur la base de leurs usages religieux mais sur une base raciale : les Noirs et les Arabes. Notre condition d'indigènes de la république française nous oblige à dépasser sans pour autant renier ces différentes identités particulières qui nous caractérisent afin de concourir à cet objectif commun qu'est l'égalité raciale et sociale.

Le PIR : Un parti de communautés et d'individus

Walou

Un parti, c'est comme une maison. Son architecture n'est pas déterminée par des considérations techniques ; ou seulement de manière secondaire. Un espace d'habitation est conçu à partir d'une culture et de coutumes ; il est le reflet des relations sociales — notamment familiales — propres à telle ou telle société. Eh bien, un parti, c'est exactement pareil.

Il n'y a pas de modèle de parti standard ou universel. L'architecture d'un parti — ses modalités d'organisation et de fonctionnement — n'est pas neutre. Elle est le reflet du système politique en place, mais elle exprime aussi la démarche adoptée par rapport à ce système politique. En France, les partis sont organisés sur le modèle de la République, c'est-à-dire sur la base du dogme selon lequel la nation serait un corps politique composé de citoyens, tous individus identiques et égaux, indépendamment de leurs différences sociales, culturelles ou autres. En d'autres termes, les partis républicains sont des partis d'individus abstraits et atomisés ; ils ne reconnaissent pas l'existence de communautés particulières.

Le parti que nous voulons construire a pour finalité de promouvoir l'égalité réelle entre les individus indépendamment de leurs couleurs, de leurs origines et de leurs cultures mais aussi, de manière indissociable, il a pour objectif la transformation du système politique afin que soit reconnue l'égale dignité des différentes communautés au sein de la société, de l'État et de la nation. Ce projet politique doit commencer à prendre forme dans l'organisation même du parti décolonial, ses mécanismes de fonctionnement et de prises de décision. Le PIR devra donc être à la fois un parti d'individus et un parti de communautés. Il s'organisera de façon à pouvoir traduire à la fois l'unité de conditions, d'intérêts et d'aspirations de l'ensemble des indigènes, et la diversité des parcours historiques, des modes d'insertion dans la société française, des cultures et des croyances, des différentes communautés indigènes. Un Noir, un Antillais, un Arabe, un musulman, sont tous traités comme des indigènes mais ils ont aussi des histoires propres, des spiritualités particulières, des exigences spécifiques, qui devront s'exprimer également dans la politique du PIR. En tant que parti décolonial, le PIR se devra, par exemple, d'être un espace qui permette à sa composante musulmane d'affirmer son islamité, de penser et d'exprimer sa politique à travers l'islam, comme à sa composante noire d'exprimer sa condition historique propre. Par ailleurs, la République discrimine les indigènes tous autant qu'ils sont mais elle développe aussi entre eux des hiérarchisations et les met en concurrence.

Or, l'enjeu stratégique premier du PIR est justement d'unifier l'ensemble des indigènes, de surmonter tout ce qui les oppose les uns aux autres, d'empêcher qu'en son propre sein ne se reproduisent les hiérarchisations créées par la colonisation ou par la politique de division menée actuellement par les forces blanches. Il nous faudra donc concevoir le PIR comme un parti composé d'individus unis par de mêmes objectifs politiques, et comme un parti qui intègre dans ses principes d'organisation, ses mécanismes de décision et d'expression publique, la possibilité pour ceux de ses membres qui le souhaiteraient de constituer, parallèlement à leur participation aux instances communes à l'ensemble des militants, des regroupements communautaires significatifs du point de vue de la lutte décoloniale.

« JE SAIS ET ILS SAVENT QUE J'AI TOUT LE QUARTIER DERRIÈRE MOI »

Le piège de l'engagement local des indigènes dans les partis blancs

L'Barbacha

L'Indigène de la République est allé à la rencontre de plusieurs candidats engagés dans les élections municipales de 2008 sous les couleurs du Modem, des Verts, du PS ou PC et même de l'UMP un peu partout en Île-de-France. Pour eux, appartenir à un grand parti semble être une condition incontournable pour « entrer en politique », plus particulièrement dans le jeu de pouvoir local.

Rappelons-nous les innombrables commentaires, après les échéances électorales de mai dernier, nous expliquant que les Français et les appareils politiques ne sont pas prêts à accepter les « issus de la diversité ». Que les souchiens, en particulier ceux qui détiennent le pouvoir politique, refusent de voir la réalité, celle que la France soit aussi noire, arabe et musulmane, est une chose. La question qui se pose est pourquoi, nous indigènes, tenons tellement à intégrer les partis politiques blancs que nous savons fondamentalement racistes ?

« Nous n'avons pas le choix, il nous faut intégrer les partis et les faire bouger de l'intérieur » : voilà la phrase la plus récurrente dans la bouche de ceux que nous avons rencontrés. La motivation initiale remontait le plus souvent à un vécu de marginalisation et de sous-citoyenneté dans leur jeunesse. Au fur et à mesure des années, celui-ci s'est transformé en une volonté d'action pour eux-mêmes et ceux qui partageaient leur sort de relégation. Ces groupes contestataires se sont engagés dans des combats spécifiques sur telle ou telle problématique. Très rapidement, ils se sont vus séduire par les partis ou barons locaux d'opposition pour rejoindre leur équipe et faire tomber la municipalité en place. La perspective de moyens institutionnels et financiers, et surtout l'idée de pouvoir contribuer au débat politique local, ont souvent motivé le ralliement à des listes ou à des partis. Malgré des antagonismes souvent gigantesques.

notre présence dans les équipes municipales reste circonscrite aux mêmes créneaux

« Faut faire avec, on y entre, mais sans illusion. Notre but est clair, c'est faire basculer la droite. » Il s'agit bien de cela, ces petits groupes qui se constituent et intègrent des listes le font avec un but très précis. Ils partagent un objectif commun avec tel ou tel parti, comme de faire payer à celui qui est au pouvoir ses choix politiques. Le problème est que souvent, en l'absence d'une organisation autonome et faute d'un rapport de forces ancré à l'échelle nationale, les conditions de cette « alliance » ne peuvent évidemment pas être discutées ou négociées en amont. De fait, les nôtres, porteurs de convictions et de combats légitimes pour la défense de nos droits, sont contraints de renoncer progressivement à nombre de leurs revendications pour garantir leur entrée au sein de ce partenariat de circonstance.

en l'absence d'une organisation autonome, les conditions de cette « alliance » ne peuvent pas être discutées

Pour les politiques qui font une place aux indigènes à leurs côtés, il ne s'agit pas d'antiracisme, mais bien d'une modalité de neutralisation et/ou d'exploitation d'une force de mobilisation et de contestation. Chacun de ceux que nous avons rencontrés mettait en avant cet atout de l'ancrage local et celui de leur influence auprès de l'électorat indigène : ***« Je sais et ils savent que j'ai tout le quartier derrière moi. »***

Les partis blancs sont communautaristes à double titre : Primo, s'ils acceptent en leur sein un indigène c'est d'abord à la condition qu'il leur montre clairement qu'il leur ressemble. Secundo c'est pour précisément qu'il s'occupe de ceux qui lui ressemblent, c'est-à-dire nous. Si le pouvoir blanc a besoin d'indigènes, c'est pour capter l'énergie des quartiers et de la jeunesse. Cela, tous ceux que nous avons rencontrés en ont conscience : ***« Oui, je suis le rebeu de service, mais je vais la leur faire à l'envers. »*** Sauf qu'au final, qui sert qui ?

S'ouvrir à la « diversité » n'est souvent, pour les partis, à l'échelle locale comme à l'échelle nationale, qu'une stratégie de gestion des indigènes. Qu'on le veuille ou non, force est de constater que notre présence dans les équipes municipales reste plus ou moins circonscrite aux mêmes créneaux, à savoir la jeunesse, les quartiers, le sport ou la culture. En somme, la marge politique. La centralité doit rester à eux. À l'échelle nationale, même à des postes prestigieux, les indigènes ne sont que des alibis à des orientations politiques racistes et liberticides.

Les stratèges clientélistes cherchant à séduire nos populations, les musulmans ici, les noirs là, les quartiers populaires, etc., visent la récupération de notre poids électoral. Parce que désormais, les partis ont compris qu'il leur faut composer avec nous. Allons-nous céder à ce marchandage de nos revendications ?

Rejoignez le MIR pour construire avec nous le parti des indigènes de la République.

permanence le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 au 10, rue Affre, Paris 18e (Mo Barbès ou La Chapelle).

Mail : contact@indigenes-republique.org — Site : www.indigenes-republique.org

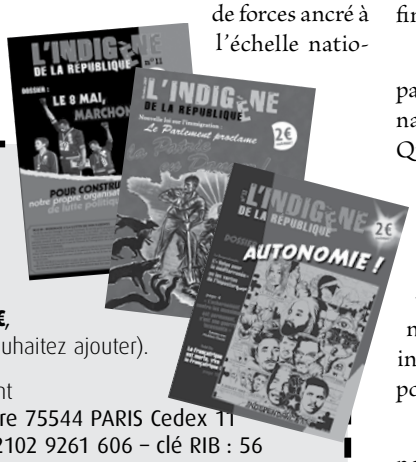
Tél. : 06 28 06 60 35

ABONNEMENTS

Si vous voulez soutenir l'envol de notre journal, ou simplement être sûrs de ne pas en rater un exemplaire, la meilleure solution c'est… l'abonnement.

Abonnement **5 mois** (5 ex) = **10 €**
Abonnement **11 mois** (11 ex) = **22 €**
Abonnement de soutien : je verse la somme de ..... **€**, en sus de mon abonnement (indiquez la somme que vous souhaitez ajouter).

Les règlements doivent être opérés directement par virement sur notre compte ouvert au CRÉDIT COOPÉRATIF, 252, bd Voltaire 75544 PARIS Cedex 11
Code Banque : 42559 – Code Guichet : 00008 – Numéro : 2102 9261 606 – clé RIB : 56
Pour tout autre moyen de paiement (chèque, espèces, etc.), veuillez nous appeller au 06 28 06 60 35 ou écrire à : abonnementindigene@yahoo.fr
Vous pouvez commander les anciens numéros de *L'Indigène de la République* en écrivant à l'adresse : abonnementindigene@yahoo.fr



L'AGRESSION ISLAMOPHOBE DE NOTRE FRÈRE NOUREDINE RACHEDI

Pour les médias, même victime, l'Indigène est coupable.

Yamina Khalis

Une fois n'est pas coutume, félicitons les journalistes. Remercions-les de tous leurs « selon ses déclarations », leurs « il affirme que », leur emploi vertigineux du conditionnel et leur parcimonie dans le traitement médiatique de l'agression dont a été victime, en juillet, notre ami et membre du Mouvement des Indigènes de la République, Nouredine Rachedi. Bref, remercions-les pour leur prudence, et finalement pour leur grand professionnalisme.

Malgré tout, nous nous étonnons. En public aguerri, on se demande comment ça se fait, que sur cette affaire, ils aient fait preuve d'autant de « professionnalisme » tandis que sur tant et trop d'autres affaires, on les a connus prodigues en bavardages, pris par leur emballement, peu précautionneux ou encore carrément affabulateurs.

Souvenez-vous de « l'affaire du RER D » : vous ne pouvez avoir oublié l'emballement médiatique et politique qu'elle a suscité. Pour être crue et finalement se voir si vite dépassée par son mensonge, Marie-Léonie, la « fausse victime », n'a pas eu à faire preuve de beaucoup d'inventivité pour dresser le portrait de ses agresseurs imaginaires : trois ans de propagande médiatique et politique à haute intensité sur le thème de l'insécurité ont, d'heures de reportage en dossier spécial, taillé de toute pièce le costume de ce nouvel ennemi public, voleur, voileur, violeur et porte-drapeau de « la nouvelle judéophobie ». Pour le coup, la sacro-sainte parole de la « victime » n'a pas été plombée par le poids du conditionnel et d'autres modalisateurs (loin de là) comme cela a été le cas dans le traitement du témoignage de Nouredine.

Dans l'affaire AZF et sa « piste islamiste ignorée » (dans laquelle les multiples caleçons de Hassan Jandoubi avaient suffi pour faire de lui le dangereux kamikaze responsable de la catastrophe toulousaine) ou dans l'affaire Besseghir (le bagagiste innocent que les médias nous avaient présenté comme un terroriste en puissance), les journalistes n'ont pas lésiné en matière d'exagération, de mauvaise foi et de bidonnages, surfant sans vergogne sur un sujet très porteur (et ajusté au plan de communication du très médiatique ministre de l'Intérieur en place à ce moment-là, Nicolas Sarkozy) : la lutte contre le terrorisme. Si de trop nombreux journalistes n'ont pas pris en compte le statut véritable de victimes de Besseghir et de Jandoubi (l'un était victime d'un complot familial et l'autre est mort dans l'explosion de l'usine AZF), ils ont ajouté à leur « mauvais sort » une autre charge : celle d'être la victime d'une « bavure » médiatique. C'est le principe bien connu de la *double peine*, et comme si ce procédé n'était pas suffisamment injuste, la peine s'applique ici, comble de l'aberration, aux victimes.



la peine s'applique ici, comble de l'aberration, aux victimes

C'est que dans notre nouvelle « méritocratie », être victime ça se mérite, aussi. S'il est habituel de voir apparaître dans un article le métier des personnes citées, il est assez rare que l'on ait à détailler celui-ci aussi précisément que cela a été fait, d'articles en articles, à l'occasion de « l'affaire Nouredine » : on a pu lire que Nouredine est « titulaire d'un bac + 5 en statistiques, chargé d'études en CDI dans une société de gestion clientèle ». Cette prolifération de détails n'est que le listing de « garanties », une preuve de son « insertion dans la société » nécessaire, semble-t-il, pour accorder un peu de crédit à son témoignage. On en vient à se demander ce qu'il en aurait été si Nouredine avait été sans diplôme, ouvrier non qualifié en intérim. Bien que l'on n'ait pas encore de système de mesure de la « bonne intégration » (ce qui n'a pas empêché la récente création d'un « prix de l'intégration »), nous savons que l'acquisition de diplômes (et donc d'une culture « légitime ») et l'insertion à un poste de cadre dans une société privée (et donc la garantie que vous avez au moins brillamment passé l'épreuve de la discrimination à l'embauche) assure le français de souche de votre intégration. Ce qui rassure un peu dans le profil de Nouredine, et ce que les journalistes jugent donc bon de souligner, c'est qu'il leur ressemblerait presque, qu'il n'est pas complètement *Autre*, et donc qu'il est en mesure de recevoir un peu de leur compassion. D'autres, comme on l'a vu dans « l'affaire Rudy », bien qu'étant membre d'un gang, ayant participé à des affrontements et étant sous contrôle judiciaire, n'ont pas à montrer patte blanche pour acquérir, de fait, le statut de victime.

L'Indigène est forcément coupable. Même quand il est victime.

L'Indigène est *forcément coupable*. Même quand il est victime.

Repensons à Zyed et Bouna, électrocutés dans un transformateur EDF en 2005, que les plus hautes instances avaient tout de suite traités en coupables. Le ministre de l'Intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy, ne s'est toujours pas excusé de sa déclaration mensongère (il avait promptement présenté les deux victimes comme étant des cambrioleurs) et cette calomnie n'a, a priori, eu aucune incidence sur sa carrière politique, les journalistes ayant jugé bon de ne pas le « titiller » sur cette question.

Deux ans plus tard, même scénario à Villiers-le-Bel. Rien n'a été fait ou dit par les représentants de l'État pour signifier le statut de victime de Laramy et Mouhsin, pas de cérémonie officielle ni d'accueil pompeux des familles. À ce désintérêt politique insultant, s'est ajoutée la grossièreté de nombreux médias qui, à l'occasion de cette affaire, dans leur bavardage nécessaire, ont préféré « relancer le débat sur la dangerosité des mini-motos » évitant ainsi un débat plus conséquent : celui portant sur la dangerosité des agents de police dans nos quartiers.

Conclusion : qu'il soit coupable, non-coupable ou victime, l'Indigène se voit traité avec suspicion, mépris, et presque toujours de manière inégalitaire.

« Les médias mentent », ça on le savait déjà. « Les médias sont racistes et propagent une idéologie raciste », ça il serait temps que ce soit plus largement admis.

Permanence du MIR

Vous serez toutes et tous les bienvenu-e-s ! N'hésitez-plus !

Venez discuter, échanger des idées et des infos, acheter notre journal, exprimer votre soutien voire même vos critiques (si elles sont amicales, c'est permis), et, éventuellement, s'il y en a, boire un petit café.

Parmi les nombreux lecteurs de notre site, adeptes de la pause-web pendant les heures de travail, visiteurs du soir, internautes du dimanche ou chômeurs qui veulent noyer leur ennui en naviguant dangereusement sur le net, vous êtes beaucoup qui, par mail ou sur notre forum, nous faites part de votre intérêt pour nos idées et nos activités. Nous en sommes très fiers et, incontestablement, cela nous encourage à aller de l'avant. Mais ce serait bien mieux si nous pouvions nous connaître directement et beaucoup mieux encore si, d'une manière ou d'une autre, vous aviez suffisamment de disponibilités pour vous engager avec nous ou, tout simplement, nous donner un coup de main de temps à autre.

Pour ceux qui seraient intéressés, nous tenons une permanence tous les mercredis de 18 h 30 à 20 h 30, au 10, rue Affre, Paris 18e (Métro Barbès ou La Chapelle).

Tél. : 06 28 06 60 35 Mail : contact@indigenes-republique.org